

TROIS JOURS APRÈS

La campagne électorale peine à démarrer

Plus que durant les dernières élections législatives, l'ambiance qui caractérise la campagne électorale pour les élections locales du 29 novembre prochain est empreinte d'une cascade de couacs qui ajoutent un peu plus à une indifférence presque généralisée des populations à l'égard de ce scrutin qui les intéresse, pourtant, au plus haut point.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, tous les partis ou presque crient à des retards tous azimuts enregistrés alors que la campagne électorale a consommé, hier, son troisième jour. Des retards qui ont fait qu'on était encore, hier, au niveau de la Commission nationale de surveillance des élections nationales, à la répartition du temps de passage des partis et autres listes indépendantes dans les médias lourds (radio et télévision).

Encore que ce tirage au sort ne concernait que les trois premiers jours de la campagne déjà consommés et qui se poursuivra au gré de l'avancement de cette dernière. Des cafouillages

immenses ont caractérisé cette opération du fait du grand nombre de partis en lice (52) et de celui des listes indépendantes et des alliances au nombre de 7, avec un temps de passage de 10 minutes concédé à tout le monde à raison de quatre passages, que ce soit à la radio ou à la télévision, en plus du quota d'unités de temps de passage que le tirage au sort octroiera à chacun des participants.

La même contrainte du nombre a été derrière aussi l'opération d'attribution des numéros d'identification pour chaque parti, alliance ou liste indépendante en lice. Un numéro unique national concernant celui porté sur les affiches et



Les citoyens ne semblent pas intéressés par ce rendez-vous.

pouvant varier d'une wilaya à une autre concernant celui lié à la campagne électorale proprement dite. Une phase qui n'a été achevée

que vendredi dernier après plusieurs tirages au sort et qui est derrière le retard accusé par les uns et les autres dans la confec-

tion des affiches et autres supports de campagne comme prospectus et dépliants.

Aussi, le retard enregistré dans l'installation des appendices locaux de la Cnise, au niveau des wilayas et des communes, opération finalisée avant-hier seulement, selon Mohamed Seddiki, a fait que tous les partis n'ont pu, jusqu'à hier, initier une quelconque activité publique même si l'administration claironne avoir mis à la disposition de tout le monde pas moins de 4 313 structures d'accueil pour ce faire, entre stades, espaces publics et autres infrastructures.

Mais pas que ces facteurs qui expliquent le cafouillage de cette campagne électorale. Nombre de partis politiques participent à ces toutes sans trop de conviction, manière pour eux de marquer juste leur présence et ne pas courir le risque d'un effacement pur et simple de la scène politique nationale.

M. K.

BELKHADEM À BOUIRA :

«Si on perd les élections, je démissionne»

C'est un Abdelaziz Belkhadem euphorique et bien à l'aise qui s'est présenté, hier, à Bouira, dans le cadre de la campagne électorale pour les élections locales du 29 novembre prochain.

Très à l'aise quand on remarque que la salle de spectacles de la maison de la culture Ali-Zamoum était pleine à craquer, remplie qu'elle était par des centaines de militants et de militantes venus de toutes les régions de la wilaya, mais beaucoup plus d'Aïn Bessem d'où est originaire l'actuel-mouhafedh et député, Nouri Mohamed, ainsi que le premier de la liste APW, le D' Ziane, et plusieurs autres cadres candidats.

Cela étant dit, lors de ce meeting, le député-mouhafedh a envoyé des flèches au FFS, en rappelant que lors des législatives de mai dernier, le FLN qui avait gagné six sièges s'est vu défalquer deux sièges au profit du FFS non pas à cause d'un mauvais compte mais grâce à la générosité de l'administration qui lui a offert deux sièges sur un plateau d'argent, alors qu'aujourd'hui encore il continue à parler de fraude au profit du FLN oubliant qu'il avait accepté des sièges qui ne lui appartenaient pas.

Après cette parenthèse qui semble restée en travers de la gorge du député-mouhafedh depuis mai dernier, c'est au tour d'Abdelaziz Belkhadem de prendre la parole pour évoquer deux sujets : la jeunesse et la gestion de la commune.

Ainsi, le SG du FLN, qui semble avoir tourné définitivement la page des redresseurs, s'est longuement attardé sur les résultats des législatives de mai dernier et les engagements qu'il avait pris quant à l'implication des jeunes dans les affaires du parti.

«Aujourd'hui, je peux vous dire que notre engagement est tenu à 100% puisque dans certaines wilayas, les jeunes représentent plus de 70% dans les listes FLN», dira Belkhadem qui rappelle que la politique du FLN a toujours été la continuité entre les générations et

non, comme certains partis le proclament, la rupture.

Selon l'orateur, le secret de la réussite du FLN est justement cette continuité entre les générations avec des jeunes qui sont appelés à prendre le relais mais en présence des anciens qui peuvent les guider et les conseiller avant de leur laisser progressivement la place.

Des jeunes, dira le SG du FLN, qui doivent gérer les APC avec honnêteté, loin de la corruption, des passe-droits et du favoritisme ; des jeunes qui doivent être comptables devant l'Etat et les citoyens qui les ont élus, des jeunes responsables qui doivent être jugés mais pas d'une manière systématique, car dans certains cas, le responsable local surtout quand il est

jeune, compétent et jaloux de son pays peut commettre des erreurs en croyant bien faire.

Parlant des APC, le SG a rappelé l'évolution des mentalités et des besoins des Algériens en disant que si hier, le citoyen réclamait une simple classe d'études dans son douar ou village, aujourd'hui, il réclame un lycée ou une route à double voies. Pour cela, les élus locaux doivent s'adapter aux nouvelles réalités et être à l'écoute de leurs concitoyens et de leurs exigences.

Enfin, évoquant les futures élections, et pour respecter les règles de la démocratie comme il le précise, Belkhadem dira que les responsables, et lui le premier, qui sont à la tête du parti actuellement, doivent avoir le courage de démissionner si jamais le FLN ne sort pas vainqueur.

«Oui, si le parti n'est pas vainqueur, je démissionnerai de mon poste et j'endosserai l'entière res-



Belkhadem prône la politique de la continuité entre les générations.

pensabilité de l'échec.» Cela en rappelant auparavant que «le peuple algérien n'est pas un aventurier et qu'il sait discerner les

choses et sait comment soutenir le parti qui hisse le pays vers le haut et qui garantit la paix et la stabilité».

Y. Y.

MOUSSA TOUATI :

«La démission a toujours profité à ceux qui gouvernent»

Le premier responsable du FNA a entamé hier mardi sa campagne électorale à partir d'Aïn-Defla où il a animé un meeting à la salle Benbadis, mi-pleine mi-vide, c'est selon.

Il a commencé par rappeler sa ligne directrice en matière d'action politique : «Nous avons toujours œuvré pour que le pouvoir soit exercé par le peuple à travers des institutions saines et crédibles.»

Et de s'interroger sur les résultats obtenus à ce jour : «Sommes-nous arrivés à l'instauration d'une réelle démocratie ? A l'établissement d'un Etat de droit ?» Remontant à l'indépendance, Moussa Touati n'a pas mâché ses

mots pour dire que «c'est une indépendance préfabriquée qui a été vidée de son sens, de sa substance et le pouvoir a toujours été détenu par les collaborateurs de la puissance coloniale, puissance qui est allée jusqu'à intervenir dans nos textes législatifs et même dans notre Constitution à travers toutes les législatures qui se sont succédées».

Moussa Touati cible même le président de la République : «Il est inadmissible et nous ne sommes pas d'accord pour qu'un seul homme, quel qu'il soit, concentre tous les pouvoirs entre ses mains.»

Dans la foulée, il ajoute : «Qui sont derrière ces hommes, quels cercles d'influence, quels pouvoirs

les fabriquent et les manipulent ?» Il dira que «de nos jours le citoyen est asservi par les responsables administratifs, ils se posent en sidis».

Parlant de l'exercice du pouvoir dans les communes, il dira : «Les partis ne peuvent pas exécuter les programmes sur la base desquels ils ont été élus car ils délibèrent mais c'est le chef de daïra et le wali qui se chargent de l'exécution à leur guise. Ce sont eux qui désignent les entreprises et attribuent les marchés.»

Au sujet de la fraude, Moussa Touati préconise qu'après l'annonce des résultats, s'il y a cas de fraude, c'est aux électeurs de dire leur désaccord.

Pour inciter les citoyens à ne

pas se laisser faire et à aller voter il dira que «nos armes sont les urnes et nos munitions sont les bulletins».

Questionné au sujet des déboires du FNA et notamment son recul après les actions d'éclat enregistrées, notamment la 3^e place après le FLN et le RND avec 14,3% des voix en 2007, Moussa Touati montre du doigt les coupables :

«C'est une certaine presse, certains journalistes qui ont été instrumentalisés me portant des estocades sans preuves émanant de sources jamais identifiées.»

«Je persiste et je signe, c'est cette presse-là et ces journalistes-là qui ont causé du tort au FNA», ajoutera-t-il. Karim O.